

Article : Le Nouvelliste –7 janvier 2019

## Au Châble, des invités de haut vol ont débattu des bilatérales



Ce samedi soir au Châble, La conférence sur la place de la Suisse dans une Europe divisée a attiré plus de 420 personnes dans une salle presque comble. FAHNY BAUDIN



PAR JULIEN ROBYR

La 3e édition des Entretiens de Verbier a rassemblé plusieurs orateurs de renom pour débattre d'une actualité politique brûlante: l'avenir des bilatérales. Le Conseil fédéral doit-il accepter le projet d'accords institutionnels proposé par Bruxelles? Et avec quelles conséquences?

Samedi soir au Châble, l'avenir des relations bilatérales avec l'Union Européenne a été disséqué, analysé et débattu par plusieurs orateurs de haut vol dans le cadre de la 3e édition des Entretiens de Verbier. Durant les prochains mois, la Suisse devra affronter un choix cornélien: accepter le projet d'accord-cadre proposé par Bruxelles ou tenter de relancer les négociations, au risque de voir ces dernières s'effondrer.

L'ancienne conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey, le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Roberto Balzaretto, l'ambassadeur de l'Union Européenne aux Etats-Unis, David O'Sullivan, et Jean-Albert Ferrez, président de la fondation The Ark, ont décortiqué les principaux enjeux de cette épineuse question face à une salle comble.

## Des alliés naturels

L'Europe veut renégocier les accords bilatéraux. En décembre dernier, elle a proposé à la Suisse un projet d'accord-cadre afin de redéfinir le prisme des relations qui l'unit à la Suisse. Le Conseil fédéral n'a pas encore rendu sa réponse. Au contraire, il a choisi de mettre le projet en consultation, afin de sonder les parties prenantes. Pour Roberto Balzaretto, bras droit du conseiller fédéral Ignazio Cassis dans les pourparlers avec l'Europe, le projet proposé par Bruxelles est bon, à deux exceptions près: la question de la protection des travailleurs et celle des règles à mettre en place pour éviter les privilèges de certains secteurs économiques. «Cet accord n'est pas parfait, mais dans nos relations avec l'Europe, une seule chose ne changera jamais, c'est notre position géographique. Sans cet accord, le dialogue sera rompu. Les vrais concurrents de la Suisse, ce n'est pas l'Europe, mais la Chine et les USA.»

Si les pays européens sont des alliés historiques, les discussions ont toujours été difficiles, car influencées par la taille des marchés concernés. «Dans nos relations, il y a une très forte asymétrie. On ne négocie pas dans les mêmes conditions et, de ce fait, il faut faire des compromis, sans oublier de poser quelques garde-fous», affirme Micheline Calmy-Rey.

**«Le Conseil fédéral bénéficie de beaucoup de crédit chez les Suisses et ses efforts en faveur du consensus peuvent être déterminants. Il ne devrait pas rester passif.»**

**MICHELINE CALMY-REY, ANCIENNE CONSEILLÈRE FÉDÉRALE**

## Le mutisme du Conseil fédéral

Face à cette question du compromis, la Suisse se montre très désunie. Il y a cassure dans le consensus national, l'UDC désirant contester dans les urnes cet accord. Micheline Calmy-Rey pointe du doigt le Conseil fédéral. «Il veut lancer une consultation sur cet accord sans nous donner sa position. C'est déroutant, car on parle de questions de destin. Le Conseil fédéral bénéficie de beaucoup de crédit chez les Suisses et ses efforts en faveur du consensus peuvent être déterminants. Il ne devrait pas rester passif.»

## Timing délicat

Cette passivité peut poser problème, d'autant plus que plusieurs échéances viennent bousculer l'accord. «En 2019, il y a les élections fédérales. Le débat public pourrait être pollué par des politiques partisans bas de gamme. Les questions de fond et la grammaire des relations avec l'Union Européenne risquent d'être sacrifiées», note Jean-Albert Ferrez. Une remarque que Micheline Calmy-Rey nuance. «Ce n'est pas idéal en effet, mais il reste du temps pour trouver un consensus. Si on avait déjà dû choisir, le non aurait dominé. Là, il reste une chance.»

**«Sans accord institutionnel, pas d'accord sur l'électricité et pas d'équivalence boursière.»**

**ROBERTO BALZARETTI, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EUROPÉENNES**

## Les retombées concrètes

En juin, il est certain que le Conseil fédéral aura deux options sur la table; accepter l'accord ou renégocier avec Bruxelles. David O'Sullivan fait remarquer que «si vous désirez rouvrir cet accord, j'espère que vous nous donnerez le même droit. Il n'est dès lors plus certain que les bases de la négociation soient les mêmes.» Une chose est cependant certaine pour Roberto Balzaretti: «Sans accord institutionnel, pas d'accord sur l'électricité et pas d'équivalence boursière».

La Suisse doit faire un choix compliqué dans sa relation à l'Europe. Et comme l'a très bien résumé Jean-Albert Ferrez, «ce n'est pas nouveau, c'est compliqué, c'est sensible et ce n'est pas fini».

### **3 questions à :**

**André Gorgemans**, président de l'Association des amis de [Verbier](#), organisatrice de la 3e édition des Entretiens de Verbier.

#### **Pourquoi organiser un tel événement au Châble?**

J'ai été président de la Fédération mondiale de l'industrie du sport durant des années et j'ai longtemps caressé l'idée de créer un World Sport Forum. L'idée n'a jamais pu voir le jour à Verbier, mais Saint-Moritz s'est montré intéressé, puis Lausanne et enfin Doha au Qatar. Quand j'ai quitté la fondation en 2007, l'événement n'a pas été renouvelé, mais j'avais cette expérience et je suis revenu à [Verbier](#) avec une idée adaptée aux désirs des habitants de la station.

#### **Les thématiques choisies focalisent chaque année sur la place de la Suisse au cœur de l'Europe. Pourquoi ce choix?**

Pour deux raisons. Tout d'abord, je veux intéresser le plus grand nombre de personnes et élargir le débat aux Bagnards et aux Valaisans. Or, la question identitaire de la Suisse est passionnante. Et deuxièmement, je veux coller à l'actualité et faire comme un mini Davos sur l'actualité politique de l'année à venir.

#### **Dans dix ans, des jets tourneront-ils au-dessus du Châble pendant que les plus grands chefs d'Etat viendront débattre de politique européenne?**

(Rire) Non, je ne suis pas ambitieux à ce point-là.